



PREFET DE SAONE-et-LOIRE

Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté préfectoral portant modifications de l'autorisation environnementale

DCL/BRENV/2020-166-1
Société Aperam Stainless France SAS

Siège social :

6 rue André Campra
93210 Saint-Denis

Site d'exploitation :

4 place des Forges
71130 Gueugnon

**Tôlerie industrielle comprenant des installations de laminage
et de traitements (thermiques et chimiques) de métaux ou alliages
et autres produits métallurgiques.**

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral cadre n° 2012202-0015, du 20 juillet 2012, portant sur les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département de Saône-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-02759, du 17 juillet 2007, d'autorisation d'exploiter une tôlerie industrielle comprenant des installations de laminage et traitements (thermiques et chimiques) de bobines d'acier inoxydable délivré à la société UGINE & ALZ à Gueugnon ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2019-255-2, du 12 septembre 2019 prescrivant des mesures d'urgence en période de sécheresse à la société Aperam Stainless France SAS ;

VU le rapport référencé XB/NM/270420/137, du 28 avril 2020 et les propositions de la direction régionale de l'environnement de Bourgogne-Franche-Comté, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis en séance du 19 mai 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du préfet de Saône-et-Loire le 25 mai 2020 ;

VU l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-3 du code de l'environnement dispose que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent notamment la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, les dispositions des chapitres I à VII du titre I du livre II ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et que celle-ci :

- prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer notamment :
 - la préservation des écosystèmes aquatiques ;
 - la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;
 - la protection de la ressource en eau ;
 - la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ;
- doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement et en vue du respect des dispositions de l'article L. 181-3, le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire ;

CONSIDÉRANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral cadre n° 2012202-0015, du 20 juillet 2012, dispose que quatre niveaux de restriction sont retenus : vigilance, alerte, alerte renforcée, crise et que ces niveaux sont atteints par franchissement de seuils de débits (en m³/s) mesurés sur des stations hydrométriques de référence ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté préfectoral cadre n° 2012202-0015, du 20 juillet 2012, dispose que les mesures de restriction ou d'interdiction provisoires de prélèvement dans les eaux superficielles, les nappes alluviales des cours d'eau et les nappes souterraines s'inscrivent dans le respect des principes suivants :

- la règle de priorité des usages s'établit comme suit :
 - 1. alimentation en eau potable des populations, certains usages sanitaires, défense externe contre l'incendie, alimentation en eau du bétail et préservation des milieux aquatiques ;
 - 2. irrigation des cultures maraîchères, horticoles et spécialisées ;
 - 3. irrigation des grandes cultures agricoles, activités industrielles et artisanales consommatrices en eau et navigation ;
 - 4. usages de loisirs et d'agrément ;
- l'efficacité des prélèvements des usages économiques doit être optimisée ;
- le principe de solidarité amont – aval doit être appliqué ;

CONSIDÉRANT que les quantités d'eau prélevées par l'exploitant représentent :

- dans les eaux superficielles : des volumes respectifs de 1 105 174 m³, 1 408 345 m³, 1 276 941 m³ en 2015, 2016, 2017 ;
- sur le réseau d'adduction d'eau potable : des volumes respectifs de 28 130 m³, 29 139 m³, 40 223 m³ en 2015, 2016, 2017 ;

et qu'il convient de rationaliser l'usage de l'eau qui est fait par l'exploitant en période de situation hydrologique critique, en vue de limiter ses impacts directs et indirects sur le milieu naturel et les approvisionnements en eau potable qui en découlent ;

CONSIDÉRANT qu'en situation hydrologique critique, il convient que l'exploitant adapte la gestion de ses rejets susceptibles d'être pollués, afin de ne pas altérer la qualité du milieu récepteur dont la capacité d'acceptation est diminuée en période d'étiage ;

CONSIDÉRANT qu'en application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement et que face à la nécessité de faire respecter les dispositions de l'article L. 181-3, dont la prévention des dangers et des inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement tels que : la préservation des écosystèmes aquatiques, la protection de la ressource en eau, la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, la satisfaction prioritaire des exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population, il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 07-02759 du 17 juillet 2007;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2019-255-2, du 12 septembre 2019 susvisé prescrit la réalisation d'une étude technico-économique relative à la réduction des rejets de l'établissement ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Titre 1 Portée de la décision et conditions générales

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de la décision

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Aperam Stainless France SAS dont le siège social est situé rue André Campra à Saint-Denis autorisée à exploiter des installations situées place des Forges à Gueugnon, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté en plus de celles des actes antérieurs non abrogées .

Article 1.1.2 Portée de la décision

L'exploitant met en œuvre des mesures spécifiques visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues par le présent arrêté, lorsque sont atteints les niveaux de restriction suivants :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise ;

et ce, tant que la zone hydrographique concernée, par les thématiques suivantes, n'est pas ressortie des niveaux de restriction :

- les prélèvements d'eau (article 3.1.1.1) ;
- les rejets aqueux au milieu naturel ou en station d'épuration externe (article 3.2.1.1) ;
- l'autosurveillance des rejets et des prélèvements aqueux (article 3.3.1.1).

Ces niveaux de restriction sont définis au travers de l'arrêté préfectoral cadre susvisé (ou tout acte venant le modifier), définissant pour la zone hydrographique concernée des mesures coordonnées de restriction temporaire de certains usages de l'eau et de surveillance des rejets aqueux.

La levée des mesures spécifiques imposées par le présent arrêté, est effective pour un épisode donné de sécheresse, lors de la publication de l'arrêté préfectoral levant les mesures de restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire.

Titre 2 Gestion de l'établissement

Chapitre 2.1 Documents tenus à la disposition de l'inspection

Avant le 20 juin 2020, l'exploitant élabore une procédure « sécheresse », tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et dans laquelle il explicite les différentes mesures mises en place (complétant celles définies au travers du présent arrêté), pour réduire les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que pour limiter les rejets polluants et pour renforcer leur surveillance, et ce, à chaque niveau de restriction des usages de l'eau.

Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un dossier justifiant du respect des dispositions présentées au sein des trois tableaux suivants du présent arrêté (articles 3.1.1.1, 3.2.1.1 et 3.3.1.1). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre 3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Chapitre 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.1.1 Prescriptions en cas de sécheresse

Article 3.1.1.1 Adaptation des prescriptions sur les prélèvements d'eau en cas de sécheresse

Lors de l'atteinte d'un niveau de restriction (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise), pour la zone hydrographique au sein de laquelle les prélèvements d'eau de l'établissement sont réalisés, constatée par arrêté préfectoral portant restriction temporaire de certains usages de l'eau pris en application de l'arrêté préfectoral cadre susvisé, l'exploitant met en œuvre les mesures générales ainsi imposées ainsi que les mesures spécifiques suivantes, et ce, en complément des prescriptions encadrant déjà l'exploitation des installations :

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.		
Prélèvements en eau		<ul style="list-style-type: none">- Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage d'une fréquence hebdomadaire à journalière / passage d'une fréquence journalière à 2 fois par jour).- L'exploitant intègre, dans son processus de suivi des consommations d'eau, un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils de sécheresse.		
		<ul style="list-style-type: none">- L'arrosage des pelouses ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers...) sauf pour raisons de sécurité et de salubrité.- Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire		

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
		pour assurer le fonctionnement de l'installation. - Les tests à l'eau (essais périodiques de défense contre l'incendie, tests d'étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité. - Les économies d'eau réalisées à la suite de la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.		
			L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.	
				Le préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, interdire des prélèvements d'eau mis en œuvre par l'exploitant.

Les prélèvements d'eau liés à la lutte contre un incendie ou à la mise en sécurité des installations du site nécessitant d'être arrêtées ne sont pas concernées par les dispositions précédentes.

Avant le 20 juin 2020, l'exploitant :

- transmet à l'inspection des installations classées une synthèse de l'historique des efforts mis en place jusqu'à présent afin de réduire les consommations d'eau (investissement, infrastructure, adaptation de la production, restriction...).

Chapitre 3.2 Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration externe

Article 3.2.1 Prescriptions en cas de sécheresse

Article 3.2.1.1 Adaptation des prescriptions sur les rejets aqueux en cas de sécheresse

Lors de l'atteinte d'un niveau de restriction, pour la zone hydrographique au sein de laquelle les rejets de l'établissement sont réalisés, constatée par arrêté préfectoral portant restriction temporaire de certains usages de l'eau pris en application de l'arrêté préfectoral cadre susvisé, l'exploitant met en œuvre les mesures générales ainsi imposées ainsi que les mesures spécifiques suivantes, et ce, en complément des prescriptions encadrant déjà l'exploitation des installations :

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Rejets		- Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées. - L'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des		

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
		équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être. Les vérifications effectuées sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.		
			L'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant et qui conduirait au dépassement d'une ou de valeur(s) limite(s).	
				Le préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, abaisser les valeurs limites d'émissions opposables à l'exploitant.

Chapitre 3.3 Autosurveillance des rejets et prélèvements aqueux

Article 3.3.1 Prescriptions en cas de sécheresse

Article 3.3.1.1 Adaptation des prescriptions sur l'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau en cas de sécheresse

Dispositions à prendre selon le niveau de restriction				
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau		L'exploitant met en place un programme renforcé d'autosurveillance en matière de périodicité et de valeurs limites. Ce renforcement peut être adapté en fonction des paramètres et de leur représentativité au regard de leur impact sur le milieu.		

Chapitre 3.4 Évaluation de l'impact des prélèvements et des rejets aqueux sur le milieu naturel

L'exploitant met tout en œuvre pour limiter ses impacts sur le milieu au niveau de ses prélèvements d'eau et de ses rejets aqueux. Il se met notamment en contact avec les services de l'État en charge de la surveillance des milieux naturels.

Titre 4 Délais et voies de recours – publicité – exécution

Chapitre 4.1 Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie : soit la publication de la décision, pendant une durée minimale de quatre mois, sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Chapitre 4.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Chapitre 4.3 Exécution et Copie

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, la sous-préfète de Charolles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Bourgogne-Franche-Comté, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, le directeur de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Gueugnon et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Aperam Stainless France SAS .

Fait à Mâcon, 12 JUIN 2020

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT

